

1538<sup>e</sup> séance

Mercredi 24 Octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1538

## POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

**Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite)** [A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1292] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à la séance précédente le représentant du Soudan avait demandé une explication de la décision par laquelle l'Assemblée générale avait renvoyé à la Cinquième Commission les parties du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa septième session (A/9016) qui ont trait à des questions administratives et budgétaires. Le Président a engagé des consultations avec le Président de la Cinquième Commission pour déterminer quelles sont les parties du rapport qui tombent sous le coup de cette décision de l'Assemblée et les deux présidents pourront également demander des directives au Président de l'Assemblée générale. Les deux présidents ont convenu que, conformément à la pratique, les représentants des deux Commissions peuvent se référer à n'importe quelle section du rapport de l'ONUDI. Il s'agit en fait de savoir quelle est la compétence respective des deux Commissions en ce qui concerne l'examen et l'approbation de projets de recommandation ou de résolution qui seraient ensuite soumis à l'Assemblée générale, et le Président espère être en mesure de préciser cette question sans tarder, en tout état de cause, avant que des projets de résolution ne soient examinés formellement.

2. M. MUELLER (Autriche) déclare que le nouveau système de planification, de programmation et d'établissement du budget qui sera adopté à l'ONUDI pour le cycle budgétaire 1974/1975 permettra de mieux évaluer le rapport coûts-avantages des diverses activités de l'ONUDI en ce qui concerne également les questions administratives.

3. Pour ce qui est de la stratégie à long terme de l'ONUDI, la délégation autrichienne espère que les six recommandations faites par le Groupe d'experts de haut niveau (voir A/9016, chap. IV) contribueront à faciliter l'adaptation de l'Organisation aux besoins en évolution constante des pays en voie de développement. Ces recommandations reprennent dans une grande mesure les dispositions de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, qui définissent le mandat de l'ONUDI. La première recommandation en particulier, qui prévoit une intensification des activités de l'ONUDI dans le domaine des stratégies et politiques industrielles, constitue sans aucun doute une innovation intéressante. Cependant, les membres du Conseil du développement industriel (CDI) n'ayant pu parvenir à un accord sur ces recommandations lors de la septième session, un Comité spécial composé de 27

Etats Membres a été établi par la résolution 38 (VII) [voir A/9016, annexe II] et chargé d'examiner le rapport du Groupe d'experts. Pour sa part, l'Autriche est consciente des faiblesses de la stratégie envisagée, mais elle considère que les recommandations constituent un bon point de départ et elle aurait préféré que le CDI, à sa septième session, fasse preuve d'une attitude plus positive à leur égard. Ainsi, à la première session du Comité spécial qui a eu lieu en juillet 1973, l'Autriche a cherché à faire adopter une attitude plus pragmatique à l'égard des recommandations et en a préconisé, dans la mesure du possible, l'exécution immédiate. Elle voudrait en particulier que les recommandations soient examinées dans le contexte de l'élaboration du prochain budget-programme et de la révision du plan à moyen terme. La Deuxième Commission devrait se prononcer en faveur de cette procédure; le Comité spécial a pu faire œuvre utile grâce au caractère réaliste et pratique de ses discussions.

4. La délégation autrichienne regrette qu'à sa septième session le CDI ait adopté trois décisions (*ibid.*) en procédant à un vote au lieu de les adopter par voie de consensus comme il le fait habituellement. Il est bien évident que les problèmes des pays en voie de développement sont urgents, mais cette procédure n'est guère susceptible de les résoudre rapidement.

5. Si la délégation autrichienne s'est abstenue lors du vote sur la décision III (VII), relative aux conseillers industriels hors siège, c'est uniquement parce qu'elle désapprouvait la manière dont cette question était traitée, jugeant qu'il aurait fallu tenir compte du résultat des consultations entre l'Administrateur du PNUD et le Directeur exécutif de l'ONUDI.

6. De même, en ce qui concerne la décision II (VII), qui a trait à une augmentation de l'autonomie administrative de l'ONUDI, la délégation autrichienne, si elle approuve en principe toute proposition visant à améliorer la structure de cette organisation, considère qu'il est indispensable, avant de prendre une décision, d'étudier soigneusement ce genre de proposition. Elle estime donc qu'il convient tout d'abord de se mettre d'accord dans le cadre du CDI, l'organe compétent en la matière.

7. Il est extrêmement important de veiller à ce que les activités de l'ONUDI correspondent le mieux possible aux besoins des pays en voie de développement, et la stratégie à long terme qui sera élaborée devra donc intensifier les activités relatives à l'élaboration de stratégies et politiques industrielles. A cet égard, il est préoccupant de constater que moins de 20 p. 100 des études de faisabilité entreprises par l'ONUDI ont été finalement exécutées. Comme le Directeur exécutif l'a recommandé à la séance précédente, il convient d'examiner au stade initial de ces études non seulement la phase de préinvestissement, mais également les possibilités d'exécution des projets et la possibilité d'entreprendre des activités consécutives. Il faut

espérer que la deuxième Conférence générale de l'ONUDI examinera cette question en plus grand détail.

8. Le représentant de l'Autriche insiste sur les excellentes relations que son pays entretient avec l'ONUDI et il a eu le plaisir d'annoncer la veille à la Conférence des Nations Unies de 1973 pour les annonces de contributions<sup>1</sup> que l'Autriche augmenterait la contribution qu'il verse à cette organisation.

9. M. HALASZ (Hongrie) juge que le Groupe d'experts de haut niveau chargé d'établir une stratégie à long terme de l'ONUDI a fait œuvre utile. Il est évident que ce genre de groupe ne peut procéder que par compromis et que personne n'est probablement pleinement satisfait du résultat. Toutefois, la délégation hongroise juge que l'ONUDI et le Comité spécial créé par la résolution 38 (VII) doivent formuler aussi rapidement que possible un programme détaillé fondé sur les recommandations déjà acceptées. Elle doute que ce comité spécial puisse en peu de temps obtenir des résultats meilleurs que le Groupe d'experts à propos de questions aussi complexes que la planification d'une stratégie du développement industriel. Sans vouloir sous-estimer l'importance d'activités à long terme de ce genre, la délégation hongroise pense qu'il faudrait axer les efforts sur les principes directeurs qui permettraient d'escompter des résultats sous peu. Il convient de veiller à ce que les nouvelles tâches qui seront entreprises figurent également dans le programme et le budget pour les années 1974-1975.

10. La délégation hongroise remercie le Gouvernement péruvien qui a invité l'ONUDI à tenir sa deuxième Conférence générale à Lima; cette invitation est particulièrement bienvenue étant donné que le Pérou a récemment pris des mesures pour développer son industrie nationale et pour faire en sorte que tous les travailleurs profitent du progrès économique. Par contre, la délégation hongroise s'inquiète de voir que, si l'ordre du jour provisoire de la deuxième Conférence générale a été adopté (voir A/9016, par. 67), on n'a pas encore commencé la discussion sur l'intérêt même des questions qui seraient examinées à la Conférence. Au cours des trois sessions qu'il tiendra avant l'ouverture de la Conférence en mars 1975, le Comité permanent aura un ordre du jour très chargé et le secrétariat de l'ONUDI devrait par conséquent tenir compte de la position du CDI selon laquelle, d'une part, il est envisagé d'inviter certains gouvernements à participer à la préparation de la documentation et, d'autre part, il est possible au Comité permanent, entre ses sessions, de s'en remettre à l'avis du Bureau du CDI. En effet, il convient de maintenir des rapports étroits entre le secrétariat et les pays membres pour préparer la Conférence, et l'expérience de la première Conférence générale, la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, qui s'est tenue du 1er au 8 juin 1971, montre que la participation du Bureau du CDI aux préparatifs permet d'accélérer les travaux.

11. La délégation hongroise estime qu'il faut éviter toute hâte excessive dans une réorganisation éventuelle de l'ONUDI. Il convient tout d'abord de préciser les tâches à entreprendre et ensuite, le cas échéant, de procéder à des modifications des structures ou de l'organisation d'ensemble. L'idée d'augmenter l'autonomie administrative de l'ONUDI est bonne,

certes, mais il convient tout d'abord de déterminer objectivement dans quelle mesure cette autonomie est réaliste pour l'instant et comment il convient de procéder. En décrétant immédiatement l'autonomie de l'ONUDI, on réduirait l'autorité du Secrétaire général, dans la mesure où le budget de l'ONUDI fait partie du budget global de l'ONU. En tout état de cause, le Secrétaire général devrait être consulté et il conviendrait aussi d'examiner la question plus en détail à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. La transformation de l'ONUDI en institution spécialisée ne pourrait se faire que très progressivement.

12. De l'avis de la délégation hongroise, le rôle de l'ONUDI dans le domaine des ressources naturelles n'a pas été suffisamment précisé et la proposition soumise au CDI (*ibid.*, par. 134 à 142) par les pays socialistes fournit la base d'une étude plus détaillée à entreprendre dans ce domaine. La délégation hongroise souligne que la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles est un droit inaliénable mais que la pratique montre que les pays en voie de développement se heurtent souvent à l'opposition des monopoles internationaux ou de gouvernements étrangers. La façon dont ils peuvent surmonter cette opposition dépend dans une large mesure du degré de diversification de la production et de la transformation de matières premières, du niveau de développement des industries nationales et de conditions internationales qui devraient encourager des modifications de structures dans l'industrie des pays en voie de développement. Il convient également d'insister sur la coopération que les pays avancés doivent offrir dans ce domaine aux pays en voie de développement conformément aux intérêts de ces derniers.

13. M. NISHIZAKI (Japon) se félicite des décisions prises à propos des préparatifs de la deuxième Conférence générale, qui permettra certainement d'accroître la capacité de l'ONUDI pour ce qui est d'aider les pays en voie de développement à formuler et à exécuter des stratégies industrielles nationales. La délégation japonaise appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1291 et remercie le Gouvernement péruvien qui a invité l'ONUDI à tenir la Conférence sur son sol.

14. Les travaux du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI méritent de retenir l'attention et le Gouvernement japonais se propose de contribuer aux travaux du Comité spécial établi par la résolution 38 (VII).

15. La délégation japonaise est au nombre de celles qui n'ont pas pu accepter la décision II (VII) adoptée par le CDI, relative à l'autonomie administrative de l'ONUDI, parce qu'elle vise en fait à transformer ultérieurement l'ONUDI en institution spécialisée. La délégation japonaise regrette à cet égard que l'on ait employé le terme "décision" au lieu de "résolution", contrairement à la pratique habituelle. L'Assemblée générale ne sera pas en mesure d'examiner la question aussi longtemps que tous les arguments pour et contre n'auront pas été examinés à fond, et il paraît indispensable que pour commencer le Groupe d'experts se mette d'accord sur la question.

16. La délégation japonaise n'a pas pu non plus, et ceci pour des raisons techniques, appuyer la décision III (VII), relative à l'expansion et au financement du programme des conseillers industriels hors siège. En effet, elle convient qu'il serait bon de ren-

<sup>1</sup> Voir A/CONF.60/SR.1.

forcer le rôle important que jouent ces conseillers hors siège, mais elle estime que, pour ce faire, il faut non pas augmenter le nombre de ces experts mais en améliorer la qualité. De plus, le Conseil d'administration du PNUD, qui a à sa charge le financement des conseillers industriels, a remis à sa dix-septième session, en janvier 1974, l'examen de cette question. Or, il convient de tenir pleinement compte de son avis.

17. Le Gouvernement japonais a élargi sa coopération avec l'ONUDI dans le domaine technique et il a annoncé qu'il verserait une contribution de 100 000 dollars au programme concernant le service de renseignements pour la fourniture et le choix du matériel industriel<sup>2</sup>.

18. M. NDUNG'U (Kenya) déclare que, comme le Directeur exécutif de l'ONUDI l'a souligné, l'industrie moderne est pratiquement le monopole des pays avancés. De plus, étant donné que les pays en voie de développement dépendent des techniques mises au point dans les pays avancés, la majorité d'entre eux sont dans l'obligation d'utiliser des techniques très onéreuses et de fabriquer des produits capables de concurrencer ceux des pays développés sur le marché mondial ou des marchandises d'un prix élevé et de faible qualité destinées au marché intérieur. C'est pour cette raison que la délégation kényenne appuie la quatrième recommandation du Groupe d'experts de haut niveau intitulée "Activités de promotion".

19. De l'avis de la délégation kényenne, la situation administrative et financière de l'ONUDI l'empêche d'exécuter une stratégie à long terme telle que celle qui figure dans le rapport du Groupe d'experts. Elle appuie donc la décision II (VII) intitulée "Autonomie administrative de l'ONUDI". En effet, cette organisation devrait avoir les fonds nécessaires pour exécuter le mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale; d'autre part, ces fonds devraient être gérés par l'ONUDI elle-même de façon qu'elle puisse faire des plans à l'avance en fonction des projets demandés par les pays en voie de développement. Le représentant de l'Australie a fait valoir, si le représentant du Kenya s'en souvient bien, que l'ONUDI doit tout d'abord faire ses preuves; cette opinion est partagée par de nombreux pays développés qui pour cette raison ne versent pas de contributions à cette organisation. Or, il faut inverser les propositions et donner à l'ONUDI les moyens de mettre au point une stratégie à long terme si l'on veut qu'elle fasse ses preuves.

20. Étant donné l'insuffisance quantitative des transferts de capitaux et l'insuffisance qualitative des transferts de techniques, le représentant du Kenya estime que l'ONUDI devrait être un centre d'échange de renseignements industriels et jouer un rôle de premier plan pour la coordination dans ce domaine, comme le Groupe d'experts l'a préconisé dans ses deuxième et cinquième recommandations. D'une façon générale, la délégation kényenne appuie les résolutions figurant dans le rapport du CDI, en particulier les mesures recommandées dans la résolution 38 (VII).

21. La délégation kényenne, qui figure au nom des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292, appuie chaleureusement l'idée de tenir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima.

22. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) félicite le Directeur exécutif de l'ONUDI de la qualité de sa déclaration liminaire et note avec satisfaction en particulier que les dépenses relatives aux activités opérationnelles d'assistance directe de l'ONUDI aux gouvernements membres ont augmenté de plus de 25 p. 100 par rapport à l'année précédente.

23. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a toujours eu une attitude positive et constructive envers l'ONUDI et a toujours estimé que l'assistance de celle-ci devait correspondre aux aspirations et aux idées des pays bénéficiaires. Étant donné ses ressources financières et son personnel limités, elle doit faire porter ses efforts avant tout sur des objectifs prioritaires et notamment sur ceux qui sont susceptibles d'avoir un effet multiplicateur élevé, comme par exemple la formation. Ce concept nécessite l'établissement d'une stratégie à long terme pour l'ONUDI. Le représentant de la République fédérale estime donc que cette organisation ne devrait pas disperser ses efforts en se préoccupant, par exemple, de l'exploitation des ressources naturelles dans les pays en voie de développement.

24. Dans le cadre de sa stratégie à long terme, l'ONUDI devrait surtout s'efforcer d'aider les pays en voie de développement à déterminer leur politique industrielle, à créer de petites et moyennes entreprises, de préférence dans les régions rurales où sévit un chômage élevé, et à mettre au point et à appliquer des techniques appropriées. Elle devrait également fournir une aide pour la formation de main-d'œuvre qualifiée, plus spécialement dans le domaine de l'entretien et de la réparation. En outre, le renforcement de la coopération entre la BIRD et l'ONUDI se traduira certainement par des résultats positifs.

25. En ce qui concerne l'identification de techniques susceptibles d'être utilisées par les pays en voie de développement dans leur secteur industriel, l'ONUDI pourra bientôt coopérer étroitement avec l'Institut de technologie pour le développement de la République fédérale, qui commencera à fonctionner en 1974. Cet institut sera chargé, en coopération avec différentes institutions scientifiques et économiques, tant en République fédérale qu'à l'étranger, et avec des organisations internationales telles que l'ONUDI, de diffuser des renseignements sur les méthodes de production adaptées spécialement aux pays en voie de développement. Il aura également pour tâche d'effectuer des recherches techniques au profit des pays en voie de développement. Il continuera à promouvoir la coopération technique entre des sociétés de la République fédérale et des pays en voie de développement, en préconisant de préférence des techniques de production à forte intensité de main-d'œuvre.

26. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne remercie le Gouvernement péruvien d'avoir proposé que la deuxième Conférence générale de l'ONUDI se tienne à Lima et il approuve le projet de résolution A/C.2/L.1292, présenté par la délégation péruvienne, en espérant que celui-ci sera adopté à l'unanimité. La tâche principale de cette conférence sera d'examiner les efforts de développement entrepris dans le domaine industriel et d'évaluer les résultats obtenus. La délégation de la République fédérale es-

<sup>2</sup> Ibid.

time que, pour être fructueuse, la réorientation à long terme des travaux de l'ONUDI qui a été proposée doit reposer essentiellement sur un tel examen.

27. Le Gouvernement de la République fédérale approuve en principe la proposition tendant à accorder au secrétariat de l'ONUDI une plus grande indépendance administrative en matière d'exécution des programmes, d'administration du personnel, et de publications, car elle estime que cela allégerait les tâches du Secrétariat de l'ONU à New York. Toutefois, pour recevoir cette autonomie administrative, il faudra que le secrétariat de l'ONUDI fournisse au CDI un rapport sur ses activités plus détaillé qu'auparavant. Le Gouvernement de la République fédérale estime en outre qu'il n'est pas nécessaire d'autoriser l'ONUDI à établir un projet de budget distinct.

28. En ce qui concerne l'établissement d'un fonds des Nations Unies pour le développement industriel qui réunirait toutes les contributions volontaires versées à l'ONUDI autres que celles du PNUD, la délégation de la République fédérale estime qu'il est encore trop tôt pour prendre une décision à ce sujet et qu'il faudra attendre que la deuxième Conférence générale de l'ONUDI ait eu lieu et qu'une stratégie à long terme ait été établie. Ce fonds pourrait être utilisé pour financer des projets qui ne peuvent bénéficier de l'assistance financière du PNUD. Le Gouvernement de la République fédérale a déjà versé des contributions pour de tels projets et continuera de le faire à l'avenir ainsi qu'il l'a annoncé au cours de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions<sup>3</sup>. Ce gouvernement estime que le secrétariat de l'ONUDI devra rendre compte au CDI de l'utilisation des ressources du fonds.

29. La délégation de la République fédérale est opposée à l'augmentation des ressources affectées au programme ordinaire d'assistance technique. Elle estime en effet, et elle l'a réaffirmé à maintes reprises, que c'est le PNUD qui doit disposer de l'ensemble des fonds destinés à l'assistance technique. Toutefois, cela n'exclut pas des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement.

30. Cette délégation ne pense pas qu'il soit nécessaire pour l'instant d'accroître le nombre des conseillers hors siège, en tout cas pas autant qu'il est proposé dans la décision III (VII). Elle est toutefois disposée à réexaminer la question après la deuxième Conférence générale. Pour l'instant il importe de nommer des personnes qualifiées aux 30 postes de conseillers hors siège qui existent actuellement et d'améliorer la coopération entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales.

31. Dans le cadre de la question de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, qui est l'un des points les plus importants de l'ordre du jour de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, la délégation de la République fédérale note que, selon l'*Etude sur l'économie mondiale, 1972*<sup>4</sup>, le taux d'accroissement de la production industrielle, dans les pays en voie de développement, a atteint environ 7,5 p. 100 en 1972, soit un chiffre assez proche de celui qui avait été fixé dans la Stratégie. Il s'agit là d'un résultat positif si on le compare au taux d'accroissement annuel beaucoup plus faible enregistré

dans le domaine de l'agriculture. A ce propos, cette délégation se félicite que le Directeur exécutif de l'ONUDI ait invité le Comité de la planification du développement à tenir sa dixième session à Vienne en 1974 et à consacrer la plus grande partie de cette session à un examen des aspects principaux de l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Il faut espérer que l'examen de cette question par le Comité de la planification du développement aidera à la mise au point d'une documentation de fond pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, et sera également utile pour l'opération d'examen et d'évaluation de 1975.

32. M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) déclare que tout le monde est d'accord pour estimer que les pays en voie de développement doivent s'industrialiser rapidement, non seulement pour résorber le chômage, mais également pour donner un coup de fouet à leur développement économique. Toutefois, comme l'a dit le Directeur exécutif, l'industrie ne représente encore que 6 p. 100 environ du produit national brut des pays en voie de développement, ce qui est insuffisant pour leur permettre de faire réellement démarrer leur économie. Sri Lanka s'est attachée particulièrement à développer son industrie, et notamment les petites et moyennes entreprises qui utilisent des produits locaux. Cependant, les résultats sont restés en deçà des objectifs fixés dans la Stratégie. En effet, l'inflation et la pénurie de devises empêchent d'importer certains éléments nécessaires à l'activité industrielle, ainsi que les techniques indispensables à son développement. L'ONUDI peut jouer un rôle précieux en participant au développement d'industries orientées vers l'agriculture et utilisant des produits locaux.

33. L'ONUDI, qui est un organisme de création relativement récente, ne peut être jugée sur les résultats obtenus jusqu'ici. L'une de ses tâches essentielles est de coordonner ses activités avec celles d'organismes régionaux.

34. Pour réduire leurs importations, il faut que les pays en voie de développement accroissent leurs moyens de production industrielle. Or souvent ils sont freinés dans leurs efforts par les pratiques des pays développés en matière de commercialisation et de transferts des techniques. En outre, comme on l'a souvent dit, les techniques avancées ne sont pas toujours adaptées aux besoins des pays en voie de développement et il faudrait que des études soient entreprises dans ce domaine. L'ONUDI pourrait jouer un rôle capital à cet égard et permettre ainsi aux industries des pays en voie de développement d'atteindre un taux de croissance maximum.

35. L'ONUDI devrait envisager sérieusement l'élaboration d'un programme de travail à long terme pour aider les pays en voie de développement à s'industrialiser. Cet effort devrait être entrepris en coopération étroite avec notamment l'OIT, la CNUCED et le PNUD.

36. L'industrialisation est un objectif essentiel des plans établis par la plupart des pays en voie de développement. Mais la réalisation des objectifs industriels exige un personnel qualifié, à la fois à l'échelon supérieur et à l'échelon intermédiaire. Il faut donc fournir aux pays les services scientifiques et techniques dont ils ont besoin et les aider dans le domaine de la recherche, de la conception et des essais. Les pays en

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.C.1.

voie de développement doivent aussi s'efforcer de rendre leur industrie moins tributaire de l'étranger et l'ONUDI doit par conséquent continuer de les aider à adopter des techniques répondant aux conditions locales.

37. La délégation de Sri Lanka exprime sa confiance dans l'ONUDI. Etant donné que la croissance industrielle suppose l'accélération d'une croissance équilibrée, l'ONUDI doit sortir du cadre de la programmation par pays du PNUD.

38. Le représentant de Sri Lanka déclare pour conclure que son gouvernement vient de lui faire savoir qu'il a décidé de verser à l'ONUDI une contribution de l'équivalent de 3 000 dollars pour 1974.

39. M. WANG Tzu-chuan (Chine) déclare que les pays du tiers monde sont décidés à se libérer de toute domination étrangère et à établir un nouveau type de relations économiques internationales. La délégation chinoise constate avec satisfaction que beaucoup de ces pays continuent à faire des efforts pour défendre leur indépendance nationale, développer leur économie et s'industrialiser. S'ils ne parviennent pas à développer leur industrie plus rapidement, c'est parce qu'ils subissent encore les conséquences de longues années d'agression, d'oppression et d'exploitation de la part des puissances colonialistes, impérialistes et néo-colonialistes. L'échec de la première Décennie des Nations Unies pour le développement et les résultats décevants obtenus au cours des deux premières années de la deuxième Décennie ont bien montré à ces pays qu'ils doivent avant tout compter sur eux-mêmes.

40. Le développement d'une industrie nationale, qui est l'aspiration commune des peuples des pays en voie de développement, constitue une condition indispensable pour édifier une économie nationale indépendante. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine possèdent des ressources naturelles abondantes et sont habités par des peuples intelligents et courageux qui sont tout à fait capables de développer eux-mêmes leur industrie en ne faisant appel à une aide étrangère désintéressée qu'à titre d'appoint. Pour atteindre ce but, ils doivent compter sur leur sagesse, éliminer de façon systématique les forces impérialistes, se rendre maîtres de leurs ressources naturelles et, en se fondant sur un développement vigoureux de leur agriculture, développer les industries lourdes et légères qui répondent à leurs besoins.

41. Les possibilités qui s'offrent aux pays en voie de développement sont donc immenses, mais il faut que ceux-ci prennent toutes les mesures de protection nécessaires pour assurer un développement régulier de leurs industries nationales. Actuellement, il leur faut faire échec au plan qui vise à les transformer en simples fournisseurs de matières premières et à asservir leur économie sous le prétexte de "la division internationale du travail".

42. La délégation chinoise espère que l'ONUDI s'acquittera de son rôle comme il convient et qu'elle aidera les pays en voie de développement à échanger leurs expériences dans le domaine du développement industriel. Toutes les questions importantes concernant le progrès industriel des pays en voie de développement doivent être examinées à fond afin que les propositions raisonnables de ces pays puissent être appliquées. L'ONUDI est une organisation de création

relativement récente et il lui faut concentrer ses efforts sur un certain nombre de questions importantes. La délégation chinoise espère que le CDI tiendra compte de l'opinion des pays en voie de développement, jouera pleinement son rôle d'organe directeur, examinera périodiquement ses activités et les résultats obtenus, et réduira la paperasserie au minimum. L'ONUDI devra supprimer les activités et projets qui sont d'une faible utilité et s'attacher principalement à trouver des méthodes d'aide efficaces — par exemple, en ce qui concerne la construction d'usines petites et moyennes et le transfert de connaissances techniques — afin qu'avec les ressources limitées dont elle dispose actuellement, elle puisse contribuer au développement industriel des nombreux pays en voie de développement.

43. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI aura une grande importance, et il convient d'entreprendre dès maintenant les préparatifs nécessaires. A ce propos, la délégation chinoise remercie le Gouvernement péruvien de son hospitalité et appuie le projet de résolution A/C.2/L.1292.

44. M. MIKOLAJ (Tchécoslovaquie) remercie le Directeur exécutif de l'ONUDI de son rapport, qui montre que l'ONUDI continue de développer ses activités opérationnelles et consultatives et d'accroître le nombre de projets d'assistance technique. La délégation tchécoslovaque ne peut qu'appuyer les efforts faits par cette organisation pour faciliter l'industrialisation des pays en voie de développement. En effet, la Tchécoslovaquie sait par expérience que l'industrialisation est un facteur important du développement économique et social des Etats. Pour être fructueuse, la politique d'industrialisation doit reposer sur la planification et l'exploitation rationnelle des ressources nationales et viser à transformer progressivement la structure sociale et économique du pays.

45. Pour que son assistance soit efficace, l'ONUDI doit tenir compte d'un certain nombre d'éléments. De par sa situation dans le système des Nations Unies, elle a la possibilité de bénéficier d'une coopération multilatérale et de transmettre les renseignements techniques et scientifiques qu'elle reçoit aux industries des pays en voie de développement. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, l'ONUDI ne devrait pas concentrer ses efforts uniquement sur les activités opérationnelles et son programme de travail devrait être fondé sur une stratégie élaborée à l'avance. Il conviendrait notamment qu'elle fasse porter ses activités sur les secteurs de l'industrie qui dépendent d'une exploitation efficace des ressources en matières premières, sur ceux dont le développement stimule le progrès d'autres secteurs industriels, comme par exemple l'industrie d'outillage, et enfin sur ceux qui fabriquent des produits d'exportation susceptibles d'améliorer la balance des paiements des pays en voie de développement. L'ONUDI doit également s'efforcer de former des cadres industriels, de communiquer le maximum de renseignements, et d'aider à établir et à développer des organismes de renseignements industriels dans les pays en voie de développement. Elle doit également veiller à ce que les investissements des pays développés dans les pays en voie de développement favorisent le progrès économique de ces derniers.

46. La délégation tchécoslovaque estime que l'ONUDI peut devenir le centre de la politique



d'industrialisation au sein du système des Nations Unies et que son statut d'organisation semi-autonome lui permet de remplir efficacement son rôle de coordination. Il n'est pas conforme aux intérêts des pays en voie de développement qu'elle renforce ses liens avec les monopoles financiers.

47. A sa septième session, le CDI a étudié le rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI. La Tchécoslovaquie est tout à fait favorable à l'application des recommandations qui sont formulées dans ce rapport. Le Comité spécial de 27 membres qui a été créé par la résolution 38 (VII) pour rapprocher les points de vue des Etats Membres approfondira certainement les recommandations du Groupe d'experts en ce qui concerne la formulation de la stratégie et de la politique des pays en voie de développement dans le sens que M. Mikolaj a déjà indiqué.

48. L'interdépendance entre l'industrialisation et la mise en valeur des ressources naturelles est évidente. L'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles signifie que chaque pays tire parti au maximum de ses richesses naturelles. M. Mikolaj rappelle à cette occasion que le Conseil du commerce et du développement a adopté le 19 octobre 1972 la résolution 88 (XII)<sup>5</sup> dans laquelle il réaffirme et précise le droit souverain des Etats de disposer librement de leurs propres ressources naturelles. Le développement industriel, fondé sur l'exploitation de ces ressources, joue un rôle décisif dans l'amélioration du niveau économique et social des pays en voie de développement.

49. Les pays socialistes membres du CDI se sont inspirés de ce principe pour présenter, lors de la septième session, un projet de résolution sur les ressources naturelles des pays en voie de développement et sur leurs rapports avec les problèmes de l'industrialisation (voir A/9016, par. 134 à 142); il est regrettable que le CDI ne soit pas parvenu à une conclusion sur ce projet. La délégation tchécoslovaque espère qu'à sa huitième session il examinera de façon plus positive l'initiative des pays socialistes, car elle correspond aux intérêts des pays en voie de développement. Il va sans dire que le prestige de l'ONUDI serait accru si les problèmes liés aux ressources naturelles étaient incorporés à son domaine de compétence.

50. Les problèmes de l'économie capitaliste ont un effet négatif sur les efforts actuellement accomplis pour fournir une assistance aux pays en voie de développement. Ce sont essentiellement les exportations de ces pays qui sont touchées; elles représentent leur principale source de devises étrangères. En outre, la crise que traverse le système monétaire capitaliste a nui à la coopération économique internationale et en particulier à l'industrialisation des pays en voie de développement. Il conviendrait donc d'adopter des mesures qui élimineraient les répercussions de la crise monétaire sur l'économie des pays en voie de développement.

51. A la septième session du CDI, la délégation tchécoslovaque a fourni des renseignements sur la coopération internationale qui se déroule dans le cadre du CAEM. L'intégration des pays socialistes contribue au développement des contacts économiques dans le

monde et le développement des relations économiques entre Etats dotés de systèmes sociaux différents renforce la paix universelle. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie attache une grande importance à la solution du problème de la sécurité en Europe et dans le monde. Elle est satisfaite de voir que l'initiative des pays socialistes a déjà rencontré des résultats positifs. A ce propos, la délégation tchécoslovaque juge très importante la proposition présentée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent de 10 p. 100 leurs budgets militaires et utilisent une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour).

52. Pour terminer, M. Mikolaj indique que le volume de l'assistance technique offerte par la Tchécoslovaquie aux pays en voie de développement ne cesse d'augmenter, à la fois en ce qui concerne la fourniture de matériel et dans le domaine de l'éducation et de la formation des techniciens. Plusieurs cours de formation ont été organisés dans les secteurs de l'industrie qui intéressent les pays en voie de développement et, étant donné le succès de ces cours, la Tchécoslovaquie poursuivra ses efforts en ce sens. Elle souhaite également contribuer au progrès industriel des pays en voie de développement par une contribution à l'ONUDI dont elle a annoncé le montant lors de la Conférence pour les annonces de contributions<sup>6</sup>.

53. M. KOSSEV (Bulgarie) déclare que son pays voit avec beaucoup de sympathie les efforts déployés par les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour développer leur industrie. Ils pourront ainsi renforcer leur indépendance et améliorer le niveau de vie de leurs populations.

54. La délégation bulgare s'associe à ce qui a été dit par le représentant du Pérou sur le développement industriel. Par ailleurs, elle juge souhaitable un renforcement et un approfondissement de la coopération industrielle entre les pays sur un pied d'égalité, dans l'intérêt de tous et surtout celui des pays en voie de développement. C'est pourquoi la Bulgarie est favorable aux activités de l'ONUDI. Après avoir surmonté des difficultés initiales, cette organisation a pris la place qui lui revient parmi les institutions des Nations Unies en tant qu'organe principal de coordination de la coopération internationale dans le domaine du développement industriel.

55. La Bulgarie est membre du CDI et a donc déjà eu l'occasion de faire connaître ses vues; c'est pourquoi M. Kossev n'abordera que quelques points particuliers. La délégation bulgare estime que l'ONUDI n'a pas mis pleinement à profit toutes les possibilités qui lui étaient offertes aux termes de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale. La chose n'est pas surprenante puisque, jusqu'à maintenant, l'ONUDI était en période de croissance. Cependant, il faut espérer que, dans un avenir assez proche, cette organisation sera en mesure d'utiliser toutes les capacités intellectuelles dont elle dispose et d'aider les pays en voie de développement à étudier les questions complexes que pose le processus d'industrialisation.

56. La délégation bulgare estime qu'au stade actuel il n'est pas nécessaire de modifier radicalement les statuts de l'ONUDI, mais qu'il faut chercher avant tout

<sup>5</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15, première partie, annexe I.*

<sup>6</sup> Voir A/CONF.60/SR.1.

à renforcer le rôle de celle-ci en tant qu'organe principal de coordination des activités de l'ONU dans le domaine du développement industriel. Il existe plusieurs moyens de parvenir à ce but, et notamment : l'adoption d'une stratégie à long terme; le renforcement de la coopération et de la coordination avec d'autres organisations internationales; l'utilisation intégrale des ressources de ces organisations; l'utilisation économe des ressources de l'ONUDI et surtout de celles qui ne sont pas employées pour des activités opérationnelles; et l'amélioration des structures et des travaux du secrétariat de l'ONUDI.

57. La délégation bulgare appuie la décision qui a été prise à la septième session, tendant à réunir une deuxième Conférence générale de l'ONUDI en mars 1975. Cette conférence aura un rôle important pour l'avenir de l'ONUDI et pour sa stratégie à long terme, et c'est pourquoi elle doit être préparée très soigneusement.

58. A la septième session du CDI, la Bulgarie a insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de l'ONUDI dans le domaine des ressources naturelles, car l'industrialisation est tributaire de celles-ci et de leur exploitation rationnelle. L'incorporation de la question des ressources naturelles au domaine de compétence de l'ONUDI renforcerait l'efficacité de cette organisation.

59. La délégation bulgare a noté avec satisfaction que l'ONUDI coopérait avec le PNUD, la CNUCED, l'OIT et d'autres organismes, car cette coopération est une condition de succès. Elle est également satisfaite de voir qu'il y a des contacts entre l'ONUDI et le CAEM, et espère que ces contacts se développeront, car l'expérience du CAEM serait extrêmement utile aux pays en voie de développement. A ce propos, le développement de la Bulgarie illustre l'efficacité d'une coopération fondée sur le regroupement des moyens de production et des ressources naturelles, la mobilisation des efforts de la population tout entière et la planification de l'économie.

60. La Bulgarie coopère depuis longtemps avec l'ONUDI. Des séminaires ont été organisés dans ce pays et un certain nombre de projets sont en cours d'exécution en coopération avec l'ONUDI. La Bulgarie appuiera tous les efforts de cette organisation pour renforcer la coopération économique dans l'intérêt de tous les peuples.

61. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) réaffirme l'appui de son pays à l'ONUDI mais souhaiterait, en même temps, insister sur quelques points qui lui paraissent d'une importance particulière cette année.

62. Au cours de 1973, le CDI et son Comité permanent ont pris des décisions importantes visant à provoquer trois développements essentiels : la recherche d'une meilleure coordination et d'une plus grande efficacité des organismes de l'ONU; la formulation d'une stratégie à long terme de l'ONUDI; la mise en question de la place de l'ONUDI au sein des organismes de l'ONU. Ces développements éventuels sont importants, mais la délégation néerlandaise pense qu'il serait préférable qu'ils ne se produisent pas tous au même moment.

63. Il faut se féliciter de la coopération accrue entre l'ONUDI et les autres organismes des Nations Unies. Cette année, en particulier, la coopération avec le PNUD a été intensifiée et la délégation néerlandaise

espère que cette tendance se maintiendra. Le Gouvernement néerlandais est d'avis que le PNUD doit demeurer la principale source de financement des activités et des projets de développement des Nations Unies. Les pays en voie de développement ne peuvent donc que bénéficier du renforcement de la coopération et de l'efficacité des organismes des Nations Unies.

64. Etant donné que l'exécution des programmes du PNUD se fait par l'intermédiaire d'organisations chargées de l'exécution, il est indispensable d'éliminer toute cause de tension entre le PNUD et ces organisations. Au début de 1973, la délégation néerlandaise s'est rendu compte de l'existence de ces tensions et elle déplore que la question n'ait pas été portée à l'attention de la Deuxième Commission à la vingt-septième session avant que celle-ci ne se prononce sur le projet de résolution relatif à la coopération entre l'ONUDI et le PNUD<sup>7</sup>. La délégation néerlandaise espère que les consultations qui ont eu lieu depuis permettront d'éviter que des malentendus de ce genre ne se reproduisent.

65. Cette délégation appuie sans réserve les travaux entrepris par le Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI, mais elle estime qu'il est encore trop tôt pour appliquer les recommandations du Groupe. Celles-ci doivent être étudiées plus à fond par le Comité spécial créé à cette fin. Il serait bon qu'en temps voulu le Conseil économique et social étudie les rapports définitifs sur la question, après examen par le CDI, et la délégation néerlandaise espère que le rapport sur la stratégie à long terme sera un élément important de l'examen de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement qui doit avoir lieu en 1975.

66. On s'interroge actuellement sur la place de l'ONUDI parmi les organismes des Nations Unies. La délégation néerlandaise estime que les décisions prises par la majorité sur ce sujet, lors de la septième session du CDI, sont regrettables à un moment où on commence à prendre des mesures pour formuler une stratégie à long terme. De plus, une autonomie accrue n'entraînera pas nécessairement une plus grande efficacité. Le compromis que représente la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale ne doit pas être mis en question au moment où on se demande quelle doit être la place de l'ONUDI parmi les organismes des Nations Unies, tant du point de vue institutionnel que du point de vue technique.

67. L'ONUDI devrait s'intéresser de près aux travaux effectués sous les auspices du Conseil économique et social et de la CNUCED sur le rôle des investissements privés dans les pays en voie de développement. Les travaux du Groupe de personnalités chargé d'étudier la question des sociétés multinationales, aux termes de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social, méritent en particulier l'intérêt attentif de l'ONUDI.

68. M. van Gorkom annonce, pour terminer, que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1292.

*M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.*

69. M. BA-ISA (Yémen démocratique) déclare qu'il est normal que le rôle de l'ONUDI dans les efforts

<sup>7</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 44 de l'ordre du jour, document A/8925, sect. II.

accomplis par les pays en voie de développement pour accélérer leur processus de développement ne cesse d'augmenter, étant donné que l'industrialisation est le seul moyen pour ces pays de surmonter leurs difficultés. La délégation du Yémen démocratique partage l'opinion de M. Abdel-Rahman lorsque celui-ci déclare que les pays en voie de développement ont peu d'espoir de rattraper les pays industrialisés. Pourtant, il n'y a guère d'autre solution possible que l'industrialisation. D'autre part, les pays en voie de développement ne peuvent se passer de l'assistance extérieure dans les premiers temps de leur développement. Enfin, le développement autonome est un vain mot si ces pays ne peuvent exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles et ne sont pas capables de les utiliser.

70. L'industrialisation occupe une place très importante dans les plans de développement national du Yémen démocratique. M. Ba-Isa pense, comme le représentant du Pérou, que l'industrialisation n'est pas possible si elle ne s'accompagne pas de tout un ensemble de changements de structure. Le Gouvernement du Yémen démocratique n'épargne aucun effort pour faire disparaître les vestiges du colonialisme et transformer ses structures économiques et sociales afin d'offrir les mêmes chances à tous, et en particulier aux catégories les plus pauvres de sa population. Pour cela, une assistance de l'extérieur est indispensable et le Yémen démocratique est reconnaissant de l'aide qui lui est fournie par les pays socialistes et les autres pays amis. L'ONUDI pourrait jouer un rôle à cet égard, malgré des ressources limitées dont il faut espérer qu'elles vont augmenter.

71. La délégation du Yémen démocratique se félicite du renforcement de la coopération entre l'ONUDI et

les institutions des Nations Unies dans l'intérêt des pays en voie de développement. C'est dans cette perspective que le Yémen démocratique place de grands espoirs dans la deuxième Conférence générale de l'ONUDI qui doit avoir lieu au Pérou en 1975, et elle saisit cette occasion pour remercier le Gouvernement et le peuple péruviens pour leur généreuse invitation.

72. M. Ba-Isa déclare enfin que l'ONUDI devrait cesser de fournir une assistance à Israël qui, au mépris des résolutions de l'ONU, continue à occuper des territoires appartenant à trois Etats Membres de l'Organisation. En effet, l'assistance fournie à Israël ne peut que renforcer l'intransigeance et l'arrogance de ce pays.

73. M. CUBRIA (Cuba) déclare que le développement doit s'accompagner de réformes de structure dans les pays en voie de développement eux-mêmes et dans les relations internationales. A cet égard, l'ONUDI peut jouer un rôle significatif et les travaux du Groupe d'experts de haut niveau ont montré la voie.

74. L'ONUDI doit essayer d'accroître son efficacité, mais, en même temps, la délégation cubaine tient à souligner qu'elle est opposée à toute activité qui, sous prétexte de développement, ferait de l'ONUDI l'intermédiaire pur et simple des investisseurs étrangers dans les pays en voie de développement.

75. La délégation cubaine appuie le projet de résolution A/C.2/L.1292, aux termes duquel la deuxième Conférence générale de l'ONUDI se tiendrait à Lima en 1975.

*La séance est levée à 17 h 30.*

## 1539<sup>e</sup> séance

Jeudi 25 octobre 1973, à 15 h 30.

*Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).*

A/C.2/SR.1539

### POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

**Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite)** [A/9003, chap. XII; A/9016, A/9072, A/C.2/L.1292] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. M. BENSI (Italie) estime que l'industrialisation des pays en voie de développement est l'une des conditions indispensables du progrès du monde dans son ensemble. C'est en reconnaissant ce principe que les Etats Membres de l'ONU ont fixé comme objectif pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans le domaine industriel, un taux moyen annuel de croissance de 8 p. 100. Le développement industriel n'est cependant pas une fin en soi; il n'est que l'un des éléments d'un ensemble qui

doit être harmonieux, et il s'agit aussi d'un processus qui est nécessairement différent d'un pays à l'autre. C'est pourquoi le Gouvernement italien s'est toujours prononcé en faveur de l'aide multilatérale, qui lui semble être la mieux adaptée aux caractéristiques particulières de chaque pays en voie de développement.

2. Le progrès économique et social de tous les pays grâce à la coopération internationale est l'un des objectifs essentiels et l'une des principales raisons d'être des Nations Unies. Il s'agit là d'un domaine nouveau qui exige des politiques et des instruments appropriés. Aussi le Gouvernement italien a-t-il réservé un accueil favorable aux recommandations du Groupe d'experts de haut niveau chargé d'élaborer la stratégie à long terme de l'ONUDI telles qu'elles ont été examinées par le Conseil du développement industriel (CDI) à sa septième session (voir A/9016, chap. IV). Sur la base des études et des propositions qui ont été présentées, l'ONUDI pourra poursuivre ses activités de façon à toujours mieux satisfaire les besoins des pays en voie de